



DIVISION DES DROITS DES PALESTINIENS

QUATORZIEME SEMINAIRE DES NATIONS UNIES SUR LA QUESTION DE PALESTINE

Thème : "Les droits inaliénables du peuple palestinien"

Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York
9 et 10 juin 1986

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	1 - 2	3
I. DECLARATIONS D'OUVERTURE	3 - 14	3
II. TRAVAUX DU GROUPE D'ETUDE	15 - 43	6
III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	44 - 53	12

Annexes

I. Message adressé au Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine par les participants au Séminaire	15
II. Liste des participants et des observateurs	16

INTRODUCTION

1. Le quatorzième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine, ayant pour thème "Les droits inaliénables du peuple palestinien", s'est tenu au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, les 9 et 10 juin 1986, conformément aux dispositions de la résolution 40/96 B de l'Assemblée générale. Au cours des quatre séances tenues par le Séminaire, six participants ont présenté des exposés sur des aspects particuliers de la question de Palestine.

2. M. Massamba Sarré (Sénégal), président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a assuré la présidence du Séminaire, dont le Rapporteur était M. George A. Agius (Malte), rapporteur du Comité. M. Oscar Oramas-Oliva (Cuba), vice-président du Comité, a assuré la présidence lors de la 3ème séance du Séminaire.

I. DECLARATIONS D'OUVERTURE

3. Lors de la séance d'ouverture, le 9 juin 1986, M. Carl-August Fleischhauer, secrétaire général adjoint, conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies, s'est adressé aux participants au nom du Secrétaire général. Leur souhaitant la bienvenue, M. Fleischhauer a rappelé que la convocation du Séminaire témoignait de la volonté de la communauté internationale et du fait qu'elle avait conscience de la nécessité urgente de trouver une solution juste et durable à la question de Palestine, qui se trouvait au coeur du conflit du Moyen-Orient. Les efforts déployés par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et diverses autres organisations des Nations Unies pour mettre un terme à ce conflit prouvaient bien l'importance que la communauté internationale lui accordait.

4. Malgré les efforts intensifs des Nations Unies et d'un certain nombre de gouvernements, la recherche d'un règlement pacifique du conflit du Moyen-Orient demeurait infructueuse et la situation dans la région restait instable. Les événements récents au Moyen-Orient soulignaient qu'il était de plus en plus urgent de trouver une solution à ce problème très complexe. Le risque d'un nouveau conflit était toujours présent et il s'ensuivrait un surcroît de souffrances et des obstacles supplémentaires sur le chemin de la paix. Ce facteur était d'une importance capitale pour la stabilité de la région et constituait donc une menace pour la paix et la sécurité internationales.

5. D'une manière générale, les membres de la communauté internationale s'accordaient à penser que la négociation entre toutes les parties intéressées en vue d'arriver à un règlement global sur tous les aspects du problème représentait le meilleur moyen d'arriver à la paix au Moyen-Orient. Au cours des dernières années, l'Assemblée générale avait demandé la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Certains gouvernements avaient formulé diverses propositions visant à encourager le processus de négociation. Malheureusement, aucune de ces initiatives n'avait jusqu'à présent donné les résultats escomptés. En dépit des difficultés rencontrées, il était important que les efforts de paix se poursuivent sans relâche pour sortir de l'impasse actuelle.

6. M. Massamba Sarré, souhaitant la bienvenue aux participants, a rappelé l'importance que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien attachait à la question de Palestine et la détermination qui était la sienne de trouver une solution au problème. Il a brièvement exposé l'action du Comité et souligné que celui-ci était convaincu qu'une information objective sur la question de Palestine contribuerait à mieux faire connaître la situation dans la région et amènerait l'opinion publique à se prononcer pour une solution équitable et pacifique. Lorsque tous les faits se rapportant à la question de Palestine seraient connus, la meilleure compréhension du problème qui en résulterait permettrait de convaincre même ceux qui, jusqu'à présent, étaient restés quelque peu indifférents à la juste cause du peuple palestinien.

7. Pour le Comité, il ne faisait aucun doute que l'opinion publique nord-américaine devait être mobilisée, de même que celle de toutes les autres régions, pour que soit mieux entendue la voix de la raison, de la paix et du respect des droits des peuples. Cette mobilisation était nécessaire pour que l'opinion publique influe davantage sur la formulation de politiques visant à permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits inaliénables à l'autodétermination et à l'indépendance, droits qui lui étaient injustement refusés depuis si longtemps.

8. Les très nombreux participants à la Conférence internationale sur la question de Palestine, qui s'était tenue à Genève en 1983, avaient recommandé la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, à laquelle participeraient sur un pied d'égalité toutes les parties au conflit arabo-israélien, y compris l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) - en tant que représentant du peuple directement intéressé - ainsi que les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques. L'Assemblée générale avait fait sienne l'idée d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient depuis sa trente-huitième session. Elle avait également invité le Conseil de sécurité et le Secrétaire général à prendre toutes mesures nécessaires pour préparer la convocation de la conférence. Par sa résolution 40/96 D, l'Assemblée avait souligné que tous les gouvernements devaient d'urgence faire de nouveaux efforts constructifs afin que la conférence puisse se réunir sans plus de retard et atteindre les objectifs pacifiques qui étaient les siens. Elle avait également demandé aux Gouvernements d'Israël et des Etats-Unis d'Amérique de reconsidérer leur position quant à la convocation de la conférence comme moyen d'instaurer la paix au Moyen-Orient.

9. Avec l'appui énergique de la majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, le Comité avait pleinement fait sienne l'idée d'une telle conférence et s'était efforcé, en priorité, d'en promouvoir la tenue dans les meilleurs délais. Il était convaincu que le Séminaire favoriserait, en Amérique du Nord et dans le monde entier, une prise de conscience des faits liés à la question de Palestine et qu'il contribuerait à permettre aux Palestiniens d'exercer leurs droits inaliénables dans leur propre pays.

10. M. Zehdi L. Terzi, observateur permanent de l'OLP auprès de l'Organisation des Nations Unies, a donné lecture d'un message de M. Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP et commandant en chef des forces de la révolution palestinienne. Dans ce message, le président Arafat remerciait les participants au Séminaire des efforts incessants qu'ils déployaient pour défendre les droits inaliénables du peuple palestinien.

11. Le peuple palestinien avait le plus grand respect pour l'Organisation des Nations Unies qui incarnait la légitimité internationale et ne négligeait aucun effort pour instaurer une paix fondée sur la justice. La paix et la justice étaient les fondements essentiels de la lutte du peuple palestinien et des éléments à la fois inséparables et indivisibles. Le Gouvernement des Etats-Unis continuait à rejeter la légitimité internationale et à refuser de respecter les résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies. Ces résolutions réaffirmaient les droits inaliénables du peuple palestinien de retourner chez lui et de retrouver ses biens, de disposer de lui-même et de créer son propre Etat indépendant sur son sol national, la Palestine. En même temps, le Gouvernement des Etats-Unis continuait à approuver la poursuite de l'occupation israélienne et à appuyer les politiques racistes et expansionnistes de ce pays à l'encontre du peuple palestinien et de la nation arabe. Israël, avec l'appui des Etats-Unis, voulait absolument imposer ce qu'on appelait la division fonctionnelle, et un simulacre d'administration civile pour tenter d'étouffer et la cause et le peuple.

12. Au moment même où se tenait le Séminaire, le peuple palestinien au Liban faisait l'objet d'une campagne qui menaçait son intégrité en tant que peuple, laquelle prenait la forme d'attaques organisées contre des camps de réfugiés palestiniens à Beyrouth et au Sud-Liban. Lorsque les responsables palestiniens avaient quitté Beyrouth en 1982, il avait été convenu que les camps de réfugiés et les familles des combattants palestiniens seraient protégés et que leur sécurité ferait l'objet de garanties suffisantes, mais ces engagements n'avaient jamais été respectés. A ce propos, il était rappelé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que les membres du Groupe d'observateurs des Nations Unies se trouvaient encore à Beyrouth et qu'ils avaient donc le devoir de s'acquitter de leur mission par tous les moyens que le Secrétaire général jugeait possibles. Les troupes de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban étaient toujours stationnées dans le sud du pays. Il était demandé à la communauté internationale d'amener les parties intéressées à respecter l'engagement qu'elles avaient pris de protéger le peuple palestinien et de fournir les moyens nécessaires pour assurer sa sécurité dans les camps de réfugiés et de permettre à l'OLP de fournir une protection qui assurerait la sécurité du peuple palestinien et préserverait la sécurité, la stabilité et l'indépendance au Liban, son intégrité territoriale et l'unité de son peuple.

13. Les participants au Séminaire ont décidé d'adresser un message de remerciement à M. Arafat (voir annexe I au présent rapport).

14. A la séance d'ouverture, les participants ont également entendu M. Natarajan Krishnan, au nom du Mouvement des pays non alignés, M. Oscar Oramas-Oliva, président par intérim du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et

aux peuples coloniaux, M. Guennadi I. Oudovenko, vice-président du Comité spécial contre l'apartheid, M. Mamoudou Kane, au nom de l'Organisation de l'unité africaine, et M. Engin A. Ansay, au nom de l'Organisation de la Conférence islamique.

II. TRAVAUX DU GROUPE D'ETUDE

15. Un groupe d'étude ayant pour thème "La Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient (résolution 38/58 C de l'Assemblée générale des Nations Unies), la nécessité de convoquer cette conférence, les efforts à déployer pour en promouvoir le succès, les perspectives de réussite et les avantages escomptés" a été constitué. Il était composé comme suit :

MM. George Agius, Ramsey Clark, Rashid Khalidi, Heath MacQuarrie, Jack O'Dell, Alexei M. Vasilyev.

16. Les experts membres du groupe se sont mis d'accord sur un résumé des exposés et des débats sur ce thème que le Séminaire a décidé d'inclure dans son rapport.

Groupe d'étude : "La Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient (résolution 38/58 C de l'Assemblée générale des Nations Unies), la nécessité de convoquer cette conférence, les efforts à déployer pour en promouvoir le succès, les perspectives de réussite et les avantages escomptés"

17. On s'est accordé à reconnaître qu'aujourd'hui plus que jamais la communauté internationale avait besoin de la paix pour pouvoir se consacrer pleinement à la solution des problèmes auxquels elle était actuellement confrontée dans le domaine de l'économie et du développement et mettre un terme à la course aux armements afin d'éviter le danger d'un nouveau conflit mondial qui aurait des conséquences catastrophiques pour l'humanité. Pour instaurer la paix, il fallait éliminer les foyers de tension qui pouvaient prendre des proportions dangereuses et amener l'humanité au seuil de la guerre. Le Moyen-Orient était indéniablement l'un des principaux foyers de tension internationale aujourd'hui. Il fallait donc que toutes les nations, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, travaillent sans relâche à la paix au Moyen-Orient et ne cessent de la réclamer jusqu'à ce qu'elle soit enfin rétablie.

18. Bien que près de 40 ans se soient écoulés depuis l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies de la résolution 181 (II) qui recommandait la création de deux Etats, un Etat arabe et un Etat juif, cette résolution n'avait été suivie à ce jour que de la création de l'Etat d'Israël. L'un des principaux engagements pris par la communauté internationale était de garantir au peuple palestinien la restauration de ses droits, y compris son droit au retour, à l'autodétermination et à la création de son propre Etat indépendant en Palestine. Les principes énoncés par l'Organisation des Nations Unies exigeaient d'être universellement respectés et devaient donc être appuyés dans le cadre d'une solution globale au conflit arabo-israélien.

19. Nul n'ignorait les peines et les souffrances que les peuples du Moyen-Orient continuaient d'endurer. Des générations d'enfants palestiniens et leurs familles vivaient dans des camps de réfugiés dispersés dans toute la région. La souveraineté du Liban avait été violée à de multiples reprises à la suite d'actes d'agression militaire et de rivalités internes constamment attisées. Les principes du droit international étaient foulés aux pieds, l'agression armée et l'occupation militaire étant les moyens utilisés pour occuper illégalement des territoires, mener une politique expansionniste et soumettre la population de la rive occidentale et de Gaza. Un climat général d'anarchie et de rancune s'était installé, exacerbé par le bombardement israélien du siège de l'OLP à Tunis et les actions militaires des Etats-Unis contre la Libye. La rhétorique antiterroriste à laquelle avaient recours certains dirigeants politiques contribuait à jeter encore plus le discrédit sur les Etats arabes, le peuple arabe et notamment le peuple palestinien.

20. Le développement de la science et de la technologie dans la région, le fait qu'Israël était sur le point de fabriquer des armes nucléaires (ou peut-être même qu'il en fabriquait déjà), la possibilité que certains de ses adversaires deviennent eux aussi des puissances nucléaires à l'avenir, le progrès constant de la technologie, l'introduction de missiles dans la région, la participation d'Israël au programme américain de "Guerre des étoiles" - tous ces facteurs pouvaient avoir des conséquences imprévisibles.

21. Une analyse des ramifications de la question de Palestine amenait à conclure que le problème palestinien était la principale des causes premières de tension, de violence et de conflit au Moyen-Orient avec toutes les menaces de conflit régional et peut-être même mondial dont elles étaient lourdes. Le seul moyen d'instaurer une paix juste et durable dans la région était de convoquer une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et avec la participation de toutes les parties intéressées, notamment l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien.

22. Le désamorçage de la situation actuelle au Moyen-Orient était un problème international qui exigeait la coopération de la communauté internationale. La conférence internationale de la paix proposée pourrait, lorsqu'elle aurait lieu, contribuer à examiner le problème d'une manière constructive. Le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, le droit du peuple libanais à la souveraineté territoriale assortie de garanties contre des attaques préemptives ou le démembrement, le droit d'Israël à l'existence à l'intérieur de frontières internationalement reconnues, la cessation générale de la course aux armements dans la région et la coopération internationale en vue du développement économique du Moyen-Orient - telles étaient les questions qui devaient retenir l'attention.

23. Le règlement du conflit du Moyen-Orient exigeait une approche constructive et objective tenant compte des intérêts de toutes les parties; un mécanisme approprié devait être mis en place d'urgence à cette fin; la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, dont l'Assemblée générale des Nations Unies avait à maintes reprises demandé la convocation, constituerait ce mécanisme.

24. A cet égard, il a été énergiquement réaffirmé que la question de Palestine était au coeur du conflit, qui avait lui-même de multiples facettes. Au fil des années, un consensus international s'était dégagé quant à la nécessité d'un règlement global, juste et durable du problème, ce qui signifiait notamment le retrait des forces israéliennes des territoires occupés depuis 1967, le respect et la reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat dans la région et le droit de chacun d'entre eux de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri des menaces ou des actes de guerre et, enfin, un juste règlement du problème palestinien fondé sur la reconnaissance et l'exercice des droits légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination, son droit au retour et son droit de créer son propre Etat en Palestine. Ce consensus avait été défini dans la Déclaration de Genève adoptée par la Conférence internationale sur la question de Palestine en 1983 et réaffirmé dans les décisions d'un grand nombre d'autres instances internationales.

25. La Conférence internationale sur la question de Palestine avait adopté une Déclaration et un Programme d'action. La Déclaration de Genève énumérait les grands principes directeurs qui devaient régir toute action internationale concertée en vue de résoudre le problème. Ces principes directeurs étaient notamment les suivants :

a) La réalisation des droits légitimes inaliénables du peuple palestinien, y compris son droit au retour, son droit à l'autodétermination et son droit de créer son propre Etat indépendant en Palestine;

b) Le droit de l'Organisation de libération de la Palestine, le représentant du peuple palestinien, de participer sur un pied d'égalité avec les autres parties à tous les efforts, délibérations et conférences intéressant le Moyen-Orient;

c) La nécessité de mettre fin à l'occupation israélienne des territoires arabes, conformément au principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force, et, par conséquent, la nécessité d'obtenir l'évacuation par Israël des territoires occupés depuis 1967, y compris Jérusalem;

d) La nécessité de résister et d'opposer un refus à toutes politiques et pratiques israéliennes dans les territoires occupés, y compris Jérusalem, et à toute situation de fait créée par Israël, qui sont contraires au droit international et aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier l'implantation de colonies de peuplement, car ces politiques et pratiques constituent des obstacles majeurs à l'instauration de la paix au Moyen-Orient;

e) La nécessité de déclarer à nouveau nulles et non avenues toutes les mesures législatives et administratives prises par Israël, la puissance occupante, qui ont modifié ou visé à modifier le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem, y compris l'expropriation de terres et de biens sis sur ces terres, en particulier la prétendue "loi fondamentale" sur Jérusalem et la proclamation de Jérusalem comme capitale d'Israël;

f) Le droit à l'existence de tous les Etats de la région, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues, dans la justice et la sécurité pour tous, ce qui présuppose, comme conditions sine qua non, la reconnaissance et la réalisation des droits légitimes inaliénables du peuple palestinien, tels qu'ils sont énoncés à l'alinéa a) ci-dessus.

26. Les principes directeurs adoptés par la Conférence internationale sur la question de Palestine étaient importants et pertinents d'une part parce qu'ils appelaient l'attention sur les problèmes essentiels et, de l'autre, parce qu'ils reconnaissaient pleinement que les droits inaliénables du peuple palestinien demeuraient l'élément crucial de toute solution. Ces principes reposaient sur la reconnaissance du rôle indispensable du droit dans la recherche d'une solution qui soit aussi juste et sûre que possible tant pour les Israéliens que pour les Palestiniens. Le respect du droit n'était pas seulement le fondement d'une solution juste, c'était aussi la seule solution réaliste.

27. Pour donner effet à ces principes directeurs, la Conférence avait estimé qu'il était essentiel de convoquer une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, en vue de négocier et de mettre au point un règlement global, juste et durable du conflit arabo-israélien, y compris le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Elle était convenue que la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient serait convoquée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et que toutes les parties directement intéressées, y compris l'OLP, y participeraient sur un pied d'égalité, ainsi que les Etats-Unis, l'URSS et d'autres Etats concernés. Outre la mission sacrée et la responsabilité qui lui incombait envers le peuple palestinien, l'Organisation des Nations Unies était particulièrement bien placée pour servir de cadre et de tribune à la négociation et faciliter la réunion de toutes les parties au conflit.

28. L'Assemblée générale avait fait sienne l'idée de convoquer une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient dans sa résolution 38/58 C. Elle avait prié le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Conseil de sécurité, de prendre d'urgence des mesures pour préparer la convocation de la conférence. Le Secrétaire général avait pris les contacts nécessaires mais du fait de l'attitude négative de deux pays et des hésitations manifestées par d'autres, il n'avait pas encore été possible de donner suite à ce projet. Dans sa résolution 40/96 D, l'Assemblée générale avait réaffirmé une fois de plus qu'elle faisait sienne l'idée de convoquer la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient et demandait aux Gouvernements d'Israël et des Etats-Unis d'Amérique de reconsidérer leur position quant à la convocation de la conférence comme moyen d'instaurer la paix au Moyen-Orient.

29. Il était à noter qu'à l'heure actuelle, la seule voie qui permettrait d'arriver à un règlement au Moyen-Orient - au moyen d'une conférence internationale - était bloquée par Israël et les Etats-Unis. On a émis l'avis que si la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient devait en fait s'aligner sur la politique d'Israël et qu'il soit de plus en plus admis que les intérêts et les objectifs des deux pays ne sont pas simplement semblables mais identiques, alors il n'y avait guère de chance pour que les Etats-Unis parviennent à restreindre l'extrémisme ou l'intransigeance dont Israël faisait preuve à l'égard de ses voisins arabes ou de la population palestinienne qu'il asservissait.

30. Si les règles de la démocratie étaient respectées, pourquoi la communauté internationale ne donnait-elle pas suite au mandat qui lui avait été confié à la suite d'un vote au cours duquel les représentants de 124 nations à l'Organisation des Nations Unies s'étaient prononcés pour la convocation de cette conférence de la paix? Comment la communauté internationale pouvait-elle avoir foi en l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies si, malgré un appui aussi écrasant, il suffisait de la non-participation et de la non-coopération d'une poignée d'Etats pour faire échec à la volonté de la vaste majorité des nations et des peuples de la planète?

31. Certaines nations qui s'étaient abstenues et une au moins qui s'était prononcée contre la résolution demandant la convocation de la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient avaient expliqué leur position en arguant que tant que l'une ou plusieurs des nations directement intéressées et concernées refusaient de participer à une telle conférence, elles n'insisteraient pas pour qu'elle ait lieu. Une telle attitude ferait de l'Organisation une institution où chacun pourrait être présent ou absent selon l'humeur et parler et agir à sa guise.

32. Sur le plan pratique, il semblait se confirmer que ce qu'on appelait les négociations directes étaient les seules possibles. Des accords séparés ne pouvaient aboutir à une paix stable car ils supposaient la victoire du plus fort. Le récent "processus de paix", fondé comme il l'était sur des efforts bilatéraux plutôt que globaux, n'avait en rien permis de régler les divers aspects du conflit régional directement liés entre eux. L'occupation des hauteurs du Golan, de la bande de Gaza, de la rive occidentale et de Jérusalem avait pris des formes encore plus brutales et s'était en fait étendue à de nouvelles régions du Sud-Liban.

33. L'approche bilatérale adoptée récemment présentait un autre inconvénient important qui méritait un examen particulièrement attentif : depuis le début, il n'avait pas été tenu compte d'un acteur qui se trouvait pourtant au centre du conflit et dont l'importance était indéniable, les Palestiniens eux-mêmes, et leur représentant l'OLP. On avait évidemment utilisé bien des prétextes et avancé bien des arguments pour les tenir à l'écart. Mais un principe était en jeu : si l'objectif était vraiment de régler le conflit dans la région et si la principale question encore à résoudre était de savoir ce qu'il fallait faire de la terre historique de Palestine, l'une des principales parties intéressées, le peuple arabe de Palestine, devait nécessairement participer aux travaux sur un pied d'égalité avec toutes les autres parties. Ceux qui cherchaient à tenir à l'écart le représentant de ce peuple, l'OLP, ne pouvaient qu'être soupçonnés de tenter de s'opposer à un juste règlement du conflit.

34. S'agissant de la question de Palestine, une tribune multilatérale semblait être un bon moyen de régler les problèmes clefs - comment réunir autour d'une table des parties qui n'acceptaient pas de se parler dans le cadre des négociations directes; comment assortir la solution trouvée de garanties satisfaisantes pour toutes les parties intéressées; comment aborder simultanément des questions connexes mais distinctes telles que celles d'autres territoires occupés, qu'ils soient syriens ou libanais, ou celle du conflit qui se poursuivait au Liban, notamment dans ses aspects régionaux et internationaux; enfin, comment éviter la partialité dont pouvait faire preuve un médiateur unique.

35. Une formule internationale, plus précisément une formule qui aurait l'aval de l'Organisation des Nations Unies comme la Conférence internationale de la paix, semblait le moyen idéal de résoudre ces problèmes et notamment la question cruciale de la reconnaissance du peuple palestinien en tant que partie à part entière au différend et peuple ayant des droits inaliénables à l'autodétermination dans sa propre patrie, la Palestine. La conférence pourrait fournir aux Palestiniens une tribune diplomatique où ils pourraient se faire entendre et être traités avec respect.

36. Le choix d'une formule appropriée ne garantissait en soi ni le règlement de ce problème ni celui des autres problèmes mentionnés, mais il le faciliterait certainement. Il semblait donc extrêmement indiqué de convoquer une conférence internationale sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies car on voyait mal comment toutes ces questions pouvaient être réglées dans un autre contexte.

37. La conférence pourrait élaborer les principes généraux du règlement, déterminer la nature de la paix, définir les obligations incombant aux parties pour mettre un terme au conflit, ainsi que des garanties internationales en vue du règlement. Des décisions collectives seraient donc nécessaires pour que l'accord ne se fasse pas aux dépens des intérêts et des droits légitimes de l'une des parties ou de plusieurs d'entre elles. Cela n'était possible que si tous les intéressés participaient aux négociations. Il allait de soi que dans certains cas, des négociations bilatérales seraient nécessaires.

38. Il est apparu au fil des ans qu'une paix et une sécurité durables ne pouvaient pas être instaurées dans la région par les armes et qu'il fallait y parvenir par des moyens pacifiques dans le cadre d'un processus juridique et politique. La situation actuelle représentait un énorme risque pour la paix et la sécurité dans la région et pour le monde entier et exigeait des efforts politiques et diplomatiques accrus pour que des négociations s'ouvrent au plus vite en vue d'un règlement global, juste et durable au Moyen-Orient.

39. Les participants ont été informés de la position de l'URSS au sujet d'un règlement au Moyen-Orient, telle qu'elle avait été réitérée lors du récent Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique qui avait proposé un système global de sécurité internationale dont un règlement politique équitable des conflits régionaux ferait partie intégrante. Il était urgent au Moyen-Orient de respecter inconditionnellement le droit souverain de chaque peuple de choisir les voies et les formes de son propre développement; de formuler des propositions et des mesures visant à accroître la confiance entre les Etats de la région et d'instituer des garanties efficaces de l'inviolabilité des frontières et contre l'agression. Plus que partout ailleurs, il fallait d'urgence élaborer et adopter des mesures efficaces pour que cesse le terrorisme international sous toutes ses formes. Mettre un terme à la promotion de l'exclusivisme racial, national ou religieux ou à la discrimination contre tout peuple pour ces raisons était une nécessité.

40. La paix au Moyen-Orient ne pouvait pas être instaurée au moyen d'une politique de force, en imposant aux parties au conflit une volonté qui leur était étrangère. La solution du problème devait être politique et globale et tenir compte des intérêts de tous les peuples de la région.

41. Les participants au Séminaire voyaient dans le ferme appui que donnaient à la tenue de la conférence la majorité des Etats de la communauté internationale ainsi que plusieurs grandes organisations intergouvernementales un facteur essentiel et la preuve de l'importance cruciale que revêtait une telle conférence. Ils exprimaient l'espoir que tous ceux qui y étaient favorables, et ils représentaient l'énorme majorité de la communauté internationale, uniraient leurs efforts pour surmonter les obstacles posés par le refus d'Israël et des Etats-Unis d'accepter de participer à ladite conférence. Le refus de ces deux pays était le seul obstacle au progrès souhaité par la communauté internationale.

42. L'évolution de la situation au Moyen-Orient au cours des dernières années rendait particulièrement urgente et opportune la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, tous les problèmes qui empêchaient sa convocation n'étaient pas encore résolus. Il était d'autant plus important de tout mettre en oeuvre pour les régler que la paix et la sécurité internationales étaient en jeu.

43. Le moment était venu de faire avancer le processus de paix. Une paix véritable n'était possible qu'au moyen de négociations, à condition que toutes les parties au problème y participent activement et que la volonté politique nécessaire soit présente. La conférence internationale de la paix proposée pouvait susciter ce progrès et constituait le meilleur moyen d'enclencher le processus qui permettrait d'instaurer une paix durable au Moyen-Orient.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

44. Le Séminaire a adopté les conclusions et recommandations suivantes :

45. Malgré les efforts intensifs des Nations Unies, la recherche d'un règlement pacifique du conflit du Moyen-Orient demeure infructueuse et la situation dans la région reste instable. Les événements récents au Moyen-Orient soulignent qu'il est de plus en plus urgent de trouver une solution à ce problème très complexe. Tout retard à cet égard ne fait que prolonger les épreuves du peuple palestinien et encourager les actes de violence. Le risque d'un nouveau conflit est toujours présent et il s'ensuivrait un surcroît de souffrances et des obstacles supplémentaires sur le chemin de la paix. Ceci est d'une importance capitale pour la stabilité de la région et constitue donc une menace pour la paix et la sécurité internationales.

46. Le Séminaire, préoccupé par la situation dangereuse qui existe au Moyen-Orient - aggravée par des actes répétés de terrorisme de toute sorte, en particulier de terrorisme d'Etat - est profondément convaincu que les intérêts vitaux des peuples de cette région et ceux de la sécurité internationale dans son ensemble exigent qu'on parvienne le plus rapidement possible à un règlement global, juste et durable du conflit du Moyen-Orient au centre duquel se trouve la question de Palestine, sur la base des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et sous ses auspices.

47. Malgré les efforts énergiques faits pour arriver à une solution, les actions d'Israël dans les territoires occupés compliquent davantage encore la situation dans la région. La situation relative aux droits inaliénables du peuple palestinien continue de se détériorer. Les politiques israéliennes illégales de maintien de colonies juives et de confiscation des terres appartenant aux Arabes dans les territoires palestiniens occupés se poursuivent. Elles s'accompagnent de mesures destinées à étouffer toutes les formes d'expression politique, culturelle, sociale ou économique du peuple palestinien. Les actions visant à renforcer le contrôle exercé sur la plupart des aspects de la vie continuent dans le but d'entraver le développement spécifique des territoires occupés et de les rendre de plus en plus dépendants en vue de leur intégration et de leur annexion finales. Ces politiques vont directement à l'encontre des résolutions des Nations Unies et du droit international et elles ne mènent qu'à l'exacerbation des tensions dans la région, entravant davantage la recherche d'une solution pacifique.

48. Le Séminaire affirme que le problème de l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien reste au cœur du conflit du Moyen-Orient et qu'on ne peut obtenir une paix globale, juste et durable dans la région sans le plein exercice de ces droits, y compris le droit au retour, à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant, ni sans le retrait total d'Israël des territoires arabes occupés depuis 1967. Il réaffirme que l'OLP est le seul représentant légitime du peuple palestinien. Le règlement de ce problème reste la responsabilité continue de l'Organisation des Nations Unies.

49. Les Etats Membres des Nations Unies qui ne soutiennent pas la réalisation de ses droits inaliénables par le peuple palestinien, en particulier les Etats-Unis d'Amérique et Israël, devraient réexaminer leur position vis-à-vis de la solution au problème. Le meilleur moyen d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient est de réunir la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et avec la participation de toutes les parties intéressées, y compris l'OLP, conformément à la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1983.

50. La conférence devrait être convoquée sans conditions préalables et se dérouler dans un esprit constructif. Le but de la conférence devrait être la réalisation d'un règlement global portant sur tous les aspects du conflit du Moyen-Orient. La participation des Etats-Unis et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à la conférence est essentielle. Tous les Etats devraient s'efforcer de convaincre les Etats-Unis de réexaminer leur position actuelle vis-à-vis de la réunion de la conférence. Il faudrait lancer un appel aux Etats-Unis pour qu'ils se joignent à d'autres nations pour convoquer la conférence.

51. Le Séminaire estime que la seule chance sérieuse de parvenir à un règlement du conflit du Moyen-Orient se situe dans le cadre d'une conférence internationale de la paix, selon le vœu de l'Assemblée générale, où les multiples aspects du conflit, complexes et interdépendants, pourront être examinés. Etant donné que les procédures bilatérales n'ont abouti qu'à la continuation de la guerre et de l'occupation, il faut soupçonner fortement que les pays qui contestent la conférence internationale de la paix le font parce qu'ils placent d'autres priorités avant l'instauration de la paix au Moyen-Orient.

52. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a un rôle important à jouer en vue de promouvoir l'idée de la convocation de la conférence. De manière générale, le Séminaire recommande que tous les intéressés intensifient leurs efforts politiques et diplomatiques pour parvenir à un règlement global, juste et durable du conflit du Moyen-Orient.

53. Aucun effort ne devrait être épargné pour influencer l'opinion publique dans le monde entier par l'intermédiaire des médias. A cet égard, l'Organisation des Nations Unies devrait faire des efforts supplémentaires pour diffuser des informations factuelles et à jour sur la question de Palestine à titre de contribution majeure à l'obtention d'une solution juste du problème de Palestine sur la base de l'exercice par le peuple palestinien de ses droits inaliénables en Palestine. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat ont un rôle important à jouer dans cette diffusion de l'information. En outre, le Département de l'information du Secrétariat devrait faire tous les efforts possibles pour assurer la diffusion la plus large possible d'informations exactes sur la question de Palestine.

Annexe I

MESSAGE ADRESSE AU PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF DE L'ORGANISATION
DE LIBERATION DE LA PALESTINE PAR LES PARTICIPANTS AU SEMINAIRE

Le quatorzième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine, tenu au Siège des Nations Unies les 9 et 10 juin 1986, tient à vous remercier du message que vous lui avez adressé à sa séance d'ouverture. Les participants au Séminaire affirment leur ferme appui à la juste cause du peuple palestinien et à son seul représentant légitime, l'Organisation de libération de la Palestine. Ils réitèrent que le problème de l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien reste au coeur du conflit du Moyen-Orient et qu'aucune paix globale, juste et durable ne pourra être instaurée dans la région dans le plein exercice de ces droits, y compris le droit au retour, à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant, ni sans le retrait total d'Israël des territoires arabes occupés depuis 1967. Le meilleur moyen d'établir une paix juste et durable au Moyen-Orient est de convoquer la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et avec la participation de toutes les parties intéressées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, conformément à la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Annexe II

LISTE DES PARTICIPANTS ET DES OBSERVATEURS

Composition du Groupe d'étude

M. George Agius
M. Ramsey Clark
M. Rashid Khalidi
M. Heath MacQuarrie
M. Jack O'Dell
M. Alexi M. Vasilyev

Etats Membres

Afghanistan	M. Farid Zarif, ambassadeur, représentant permanent
	M. Ali Ahmad Joushan, deuxième secrétaire
Chine	M. Wang Xuexian, premier secrétaire
	Mme Miao Zaifang, premier secrétaire
Cuba	M. Oscar Oramas-Oliva, ambassadeur, représentant permanent
	M. Alberto Velazco-San José, ambassadeur, représentant permanent adjoint
Equateur	M. Mario Guerrero, attaché
Hongrie	M. Miklós Endreffy, conseiller, représentant permanent adjoint
Inde	M. Natarajan Krishnan, ambassadeur, représentant permanent
	Mme Savitri Kunadi, ministre-conseiller
Indosésie	M. Kria Fahmi Pasaribu, attaché
Iraq	M. Abdul Karim Al-Sudani, premier secrétaire
Jordanie	M. Klaib El-Fawwaz, deuxième secrétaire
Madagascar	M. Jean de Dieu Rakotozafy, conseiller
Mali	M. Cheick Cisse, conseiller
Malte	M. George Agius, ambassadeur, représentant permanent

Mexique	M. Luis Alberto Barrero Stahl, deuxième secrétaire
Nicaragua	M. Jaime Hermida, ministre des affaires étrangères
Panama	M. Luis M. Martinez A., conseiller
Philippines	Mme Cynthia B. Guevara, premier secrétaire
République arabe syrienne	M. Sami Glaïel, conseiller
République démocratique allemande	M. Wolfgang Busch, premier secrétaire M. Dirk Hielscher, troisième secrétaire
République démocratique populaire lao	M. Bounkham Theuambounmy, deuxième secrétaire
République socialiste soviétique d'Ukraine	M. Guennadi I. Oudovenko, ambassadeur, représentant permanent M. Yuri Zybanov, secrétaire général du Ministère des affaires étrangères
Sénégal	M. Massamba Sarré, ambassadeur, représentant permanent
Thaïlande	M. Thanarat Thanaputti, premier secrétaire
Tunisie	M. Mohamed Lessir, ministre plénipotentiaire
Union des Républiques socialistes soviétiques	M. Vitautus M. Zenkiyavichous, ministre des affaires étrangères, RSS de Lithuanie M. Alexander Zotov, directeur adjoint du Département du Proche-Orient, ministère des affaires étrangères M. Alexander Bannov, deuxième secrétaire
Yougoslavie	M. Ignac Golob, ambassadeur, représentant permanent M. Dragomir Djokic, représentant permanent adjoint M. Nebojsa Dimitrijevic, premier secrétaire M. Milos Strugar, attaché

Organes de l'ONU

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

M. Oscar Oramas-Oliva (Cuba)

Comité spécial contre l'apartheid

M. Guennadi I. Oudovenko (République socialiste soviétique d'Ukraine)

Institutions spécialisées des Nations Unies

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Organisations intergouvernementales

Ligue des Etats arabes	M. Mohamed Morsi, attaché
Organisation de l'unité africaine	M. Mamoudou Kane, sous-secrétaire exécutif M. Nganatha Karugu
Organisation de la Conférence islamique	M. Engin A. Ansay, observateur permanent par intérim M. N. Tarzi

Mouvements de libération nationale

Organisation de libération de la Palestine	M. Zehdi L. Terzi, observateur permanent M. Riyad Mansour, observateur permanent adjoint
South West Africa People's Organization	M. Pius H. Asheeke, observateur permanent adjoint

Organisations non gouvernementales

CAFIOT	M. Jack Taft
Church of Humanism	Rév. Joseph Ben-David Mme Elizabeth Barnsley
Middle East Research and Information Project	Mme Ruth Benn Alessandro Olivieri
United Methodist Church	Mme Kay Buescher